

ÉDITO

Par Etienne Giros,
Président délégué du CIAN



Santé et Développement

Les débats et initiatives en faveur du développement de l'Afrique et d'un partenariat renoué avec la France foisonnent. On met volontiers l'accent sur la jeunesse, la lutte contre le réchauffement climatique, le digital et les start-up. Juste choix ou effet de mode ? Nul ne le sait.

Ces thèmes dans l'air du temps ne doivent pas faire oublier les fondamentaux de l'économie et les moteurs de la lutte contre la pauvreté, qui nécessitent des projets de grande envergure, des financements adaptés et une ambition industrielle forte. De nombreux défis se dressent devant nous : la démographie, l'urbanisation, l'éducation, l'autosuffisance alimentaire... Mais il est un défi plus primordial que les autres, car en réalité il conditionne tout le reste : c'est la santé. Des progrès considérables ont été réalisés ces deux dernières décennies sur le continent africain. L'espérance de vie a augmenté de dix ans. La mortalité liée au paludisme a diminué de moitié. Cependant, pour beaucoup, la problématique de l'accès aux soins demeure entière.

Insupportable humainement, l'inégalité dans l'accès aux soins et la prévalence de maladies évitables engendrent aussi des coûts sociaux et économiques exorbitants. Le sida, la tuberculose, le paludisme, le diabète et les maladies cardio-vasculaires sont responsables de plus de la moitié des absences en entreprises et des décès. Elles conduisent à une baisse de 15 à 30% de la productivité globale des entreprises africaines, alors qu'elles pourraient être efficacement combattues par la prévention, la sensibilisation, le dépistage et l'utilisation des médicaments.

Beaucoup d'entreprises ont pris conscience de l'enjeu et offrent un accompagnement médical à leurs salariés. Plusieurs États africains ont lancé des plans de remboursement des soins et veulent s'acheminer vers des systèmes de couverture-maladie universelle, mais voient ces efforts malheureusement bridés par l'insuffisance de leurs ressources propres et l'étendue du secteur informel.

Convaincu que les entreprises doivent protéger leurs ressources humaines comme elles protègent leurs actifs, le CIAN a lancé son programme Santé-Entreprise-Afrique (SEA). Il vise à mobiliser sur la base du volontariat les entreprises du secteur privé dans la lutte contre ces maladies et à promouvoir des projets collaboratifs. L'originalité du concept réside dans le fait qu'il s'adresse aux employés, mais aussi à leurs familles, aux ayants-droits, et aux communautés environnantes. Ce programme est soutenu par le secteur privé, qui voit là l'occasion de déployer une action RSE efficace, mais aussi par les pouvoirs publics. Le CIAN et le Fonds mondial de lutte contre le sida,

Parce que les entreprises doivent protéger leurs ressources humaines comme elles protègent leurs actifs, le CIAN a lancé son programme SEA

la tuberculose et le paludisme ont signé un accord de partenariat à cet effet. Il sera présenté le 9 octobre à Lyon, en marge de la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds Mondial, en présence du Président Emmanuel Macron. Le programme SEA se veut un partenariat public-privé exemplaire.

Dans le contexte de compétition accrue en Afrique, il est heureux que les entreprises françaises aient été à l'origine d'une telle initiative.



CIAN

Conseil français
des investisseurs en Afrique

VIE DES SOCIÉTÉS

Acte International

Certification prévention de la corruption

Le Groupe Acte International devient le premier cabinet européen d'accompagnement au déploiement de dispositif de prévention de corruption à être certifié ISO 37001 sous accréditation américaine de l'ANAB. ACTE International démarrera une seconde série de formations sur le thème «Prévention de la corruption : certification ISO 37001 en pratique» à Dakar (du 5 au 7 novembre) et à Casablanca (du 12 au 14 novembre). Très opérationnelles et uniques en Afrique, ces formations s'appuient sur l'expérience des experts-formateurs d'ACTE International.

Africalink - BCI

Sommet Afrique France 2020

Le club d'entrepreneurs Africalink, présidé par la BCI sera partenaire officiel du prochain « Sommet Afrique-France » qui se tiendra à Bordeaux en juin 2020, sur le thème « Changer les villes pour changer la vie ». L'objectif de ce partenariat vise à mobiliser les PME françaises et africaines impliquées dans les secteurs de la ville et des territoires durables. Outre la rencontre des chefs d'État, l'édition 2020 du Sommet Afrique-France accueillera un salon de projets et solutions pour les villes et territoires durables.

Amethis et Rogers Group

Partenariat stratégique à Maurice

Depuis juillet, Amethis s'est associé au groupe Rogers pour accompagner le développement stratégique de VLH à Maurice. Cet investissement est principalement consacré aux projets de développement de nouvelles activités de loisirs dans la région de Bel Ombre et à de nouvelles offres d'hébergement. Amethis participe ainsi à la montée en puissance des activités d'hôtellerie et de loisirs du groupe Rogers, qui diversifie ainsi son portefeuille d'activités et de services, et son empreinte géographique.

Amethis

Deuxième Fonds Panafricain

Amethis a clôturé en mai son 2ème fonds panafricain d'investissement, pour soutenir en capital des entreprises africaines de taille moyenne. Amethis a aussi cédé sa participation dans le Groupe Dislog, permettant au fondateur et actionnaire majoritaire de consolider le contrôle de la société.

Armor Group

Films photovoltaïques

Les films photovoltaïques organiques ASCA® viennent d'être déployés par le Groupe Armor sur des serres maraichères nantaises. A la différence d'un panneau solaire classique, la transparence du film ASCA® laisse passer une partie de la lumière permettant la photosynthèse. Fortement présent en Afrique, Armor souhaite déployer des projets similaires au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Kenya ou en Afrique du Sud, permettant ainsi de répondre à deux défis majeurs : l'autosuffisance et l'accès à l'énergie dans des zones péri-urbaines et rurales souvent isolées du réseau électrique.

ASCOMA

Nouvel agrément en RD Congo

Ascoma a obtenu l'agrément de la nouvelle Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances de la RD Congo où il est présent depuis 2004. Ascoma et Geodesk organiseront le 7 novembre une rencontre autour des solutions d'assurances et d'assistance pour couvrir salariés et risques en Afrique. Magloire Bell a pris la direction d'Ascoma RDC depuis le 1er septembre, alors qu'Abakar Boutou a pris la Direction d'Ascoma Centrafrique depuis l'été 2019. Andréa Lavri a été nommée directrice administrative et financière régionale pour l'Afrique de l'Ouest.

BearingPoint

Digitalisation de la chaîne de riziculture à Madagascar

BearingPoint, en partenariat avec Atos, réalise une étude sur digitalisation de la chaîne de riziculture de Madagascar. Cette étude envisage la mise en relation des différents acteurs de la filière afin de permettre une meilleure fluidité de l'information. En permettant aux acteurs locaux de bénéficier d'une plateforme digitale d'échange d'information, ce projet aide également les collecteurs à connaître les besoins d'achat réels. Cette approche a déjà fait ses preuves au Nigeria et suscite l'intérêt de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.



VIE DES SOCIÉTÉS

Blue lions

Nouveaux budgets Afrique

L'agence, récemment acquise par le groupe Altavia, annonce en cette rentrée le gain de nouveaux budgets : Thema TV (conception de la stratégie digitale de Nollywood TV en Afrique francophone) ; TV5 Monde (redéfinition de la stratégie de communication de leur offre numérique) ; le Groupe SEB en Algérie (opérations digitales et en magasins pour le soutien de la marque Rowenta) et en Côte d'Ivoire (pour Tefal). Blue Lions compte aujourd'hui 6 bureaux à travers le continent africain et prévoit l'ouverture de 3 nouveaux bureaux en 2020.

CMR Group

Énergie solaire hybride

CMR Group a acquis 49% du capital de GreenElec (société nigériane d'énergie hybride). CMR et GreenElec sont en passe de devenir les acteurs majeurs de l'énergie solaire hybride sur les marchés émergents. Leur nouvelle alliance visera les régions du monde où l'énergie décentralisée prend le relais du modèle de réseau central. Le secteur a déjà attiré 200 millions de dollars d'investissements mondiaux en 2018 et devrait atteindre 1 milliard de dollars d'ici 2023. Cette fusion fait suite à l'acquisition par CMR, en février dernier, de Costronic (spécialiste du contrôle et de l'automatisation des centrales hydroélectriques).

Corsair

Nouvel actionariat et développement de la flotte

Depuis le 15 mars, Corsair est entré dans une nouvelle phase de développement avec l'arrivée d'Intro Aviation à son capital (à hauteur de 53%). Le projet stratégique de la compagnie s'articule autour de 2 piliers : moderniser et développer sa flotte mais aussi diversifier son réseau (via le continent nord-américain). Corsair est présente en Côte d'Ivoire depuis mars 2013. Seule compagnie à desservir Abidjan au départ d'Orly, la compagnie entame un programme de modernisation pour faciliter et fluidifier le parcours client.

EY

Classement attractivité des IDE

EY a présenté la 9e édition de son enquête sur l'attractivité de l'Afrique pour les IDE lors du WEF de Cape Town. Les IDE en Afrique restent stables en 2018 et demeurent modestes par rapport aux standards internationaux mais sont très significatifs rapportés au PIB. Les IDE vont vers les économies les plus diversifiées et les plus favorables aux affaires. L'Égypte est le pays qui capte le plus d'IDE. Les principaux émetteurs restent les Etats-Unis et la France. Les services constituent 2/3 des IDE en nombre de projets.

Air France KLM

Nouveau DG Afrique

Nommé le 1er septembre, Henri Hourcade a succédé à Frank Legré à la Direction générale Afrique d'Air France-KLM. Air France accueille par ailleurs son premier Airbus A350, qui opérera sur la ligne Paris CDG – Bamako à partir du 7 octobre. Avion de dernière génération, il consomme 25% de CO2 en moins, est équipé des dernières cabines de voyage plus spacieuses, d'écrans HD et de connexion WIFI.

FDA

Expertise Droit public

Rose-Line Averbouch a rejoint le cabinet Fénéon Delabrière Avocat. Avocate depuis 1990, ex-Coopers & Lybrand, ex-Ernst & Young, fondatrice du cabinet Emergence Consult, Rose-Line Averbouch est une spécialiste du Droit public des Affaires en Afrique (marchés publics, délégations de service public, PPP, privatisations). Tout en conservant ses activités personnelles d'expert international, Rose-Line Averbouch vient renforcer les capacités du cabinet FDA en Droit public des Affaires.

VIE DES SOCIÉTÉS

Mercure International

Poursuite de l'expansion africaine

Mercure International poursuit sa politique d'expansion en Afrique. Mercure International est le propriétaire exploitant des centres commerciaux de Dakar City et Sahm (Dakar, Sénégal) et Grand Fleuve (Brazzaville, Congo). Nouvelle marque propre de Mercure International, N'Kids s'est implantée au cœur du centre commercial Sahm à Dakar en février 2019. Les premières aires de jeux N'Kids se sont ouvertes à Dakar et Brazzaville ; une troisième a prévu d'ouvrir ses portes fin 2019 au Gabon.

Mission Internationale

Rencontres d'Affaires Francophones

Organisateur des prochaines Rencontres d'Affaires Francophones du 28 novembre 2019 sur le thème « le management interculturel », Mission Internationale annonce la présence de Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'état auprès du Ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Il sera aux côtés de Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie (OIF).

Bénéficiez d'entrées gratuites avec le code de réduction CIAN-VISI-KSLO.

www.rencontres-affaires-francophones.com

Sonema

Service MailProtection

Depuis avril, la Sonibank, premier groupe bancaire nigérien, fait confiance à Sonema et à son service Mail Protection. Ce dernier assure la protection de la messagerie de toute l'entreprise contre les menaces utilisant le mail, les cyberattaques sophistiquées et les logiciels malveillants. Durant les 30 jours d'essai réalisés par Sonibank, Mail Protection a permis d'éliminer les spams (15% des mails entrants), mais surtout de bloquer une dizaine de virus sans signature grâce à l'analyse comportementale.

OMP Solutions

Côte d'Ivoire / MINUSMA

La République de Côte d'Ivoire fait confiance au Groupement OMP Solutions pour son prochain déploiement au sein de la MINUSMA. Dans le cadre du partenariat avec le ministère de la Défense ivoirien, le Groupement OMP Solutions a fourni et livré le matériel nécessaire à la mise en place d'un camp de vie, d'un hôpital de niveau 1 ONU et une flotte de véhicules pour équiper un bataillon de 650 soldats des Forces armées de Côte d'Ivoire.

NOUVEAUX ADHÉRENTS

DROIT-AFRIQUE

Diffuser l'information juridique

Droit-Afrique est un site consacré au droit des affaires et à la fiscalité des pays d'Afrique francophone qui met à disposition une information juridique globale, pertinente et à jour, sélectionnée par des juristes spécialisés. Par exemple, Droit-Afrique assiste le Gouvernement de la République du Congo pour la diffusion du droit avec le Journal officiel (JO), désormais accessible gratuitement sur www.sgg.cg. Après le Mali, Droit-Afrique poursuit donc son travail d'accès au droit qui a notamment pour finalité la transparence de l'investissement, l'amélioration de la justice et la formation des salariés et des professionnels du droit.



ECOACT

Accompagner la transition énergétique

Créé en 2006, EcoAct est le principal fournisseur de solutions en Europe, aux États-Unis et Afrique pour répondre aux exigences de l'Accord de Paris sur le changement climatique et relever efficacement les défis du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises. EcoAct accompagne les dirigeants pour faire de l'action-climat un véritable levier de performance et de coopération multi-acteurs, en mariant 3 types d'expertise : le conseil stratégique, la mesure et le management de données et le développement de projets bas-carbone sur le terrain. Ainsi au Kenya, la filiale Climate Pal développe depuis 2011 des projets pour préserver le territoire forestier et la santé des communautés rurales.

ecoact

L'ÉVÉNEMENT

LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS 2019

France – Afrique : partenariat et conversion du regard réciproque

La traditionnelle conférence des ambassadeurs de France s'est tenue à Paris du 26 au 30 août 2019. Alexandre Vilgrain et Etienne Giros y ont représenté le secteur privé et le CIAN.

Organisée le 26 août, la réunion Afrique a rassemblé l'ensemble des ambassadeurs en poste sur le continent. Les grands événements qui vont rythmer l'année 2020 ont été déroulés : le sommet Afrique-France de Bordeaux en juin, et la saison artistique Africa 2020 au second semestre. Ces manifestations doivent permettre de propager dans l'opinion l'idée que la France doit s'investir dans une nouvelle relation avec l'Afrique. L'action de la France sur le continent fait l'objet de critiques fréquentes, souvent infondées, auxquelles il faut pouvoir répondre en toute objectivité.

Dans son discours prononcé le 27 août, au lendemain d'un sommet du G7 de Biarritz réussi, le Président Emmanuel Macron a insisté sur le rôle de la France, « puissance d'équilibre », qui doit prendre toute sa part dans la recomposition du monde qui est à l'œuvre.

Il nous faut revivifier le projet européen, repenser nos alliances pour défendre le multilatéralisme et lutter résolument contre le réchauffement climatique. Le Président Macron a souligné la place centrale qu'occupait l'Afrique dans sa doctrine internationale. Il a consacré de longs développements à l'émergence africaine, en exhortant à poursuivre ce qu'il a appelé « la conversion du regard réciproque ».

Le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères et de l'Europe se sont également exprimés sur l'action et les priorités de la diplomatie



française comme sur les modalités d'organisation de cette administration forte de plus de 160 ambassades, le troisième réseau au monde.

La conférence des ambassadeurs est l'occasion de développer des relations avec les chefs de postes, notamment en Afrique, ainsi qu'avec les équipes de Paris, et d'échanger sur des questions économiques, régionales ou relatives au secteur privé.



Enquête 2019

Chaque année le CIAN interroge les entreprises investies en Afrique sur leurs perspectives d'activité ainsi que sur leur appréciation de l'environnement des affaires.

L'enquête 2019 est en cours. Nous la remercions de la relayer auprès de vos filiales pays.

ACTIVITÉS DU CIAN

Événement préparatoire à la Conférence des Investisseurs des Grands Lacs

A l'invitation des Nations unies et de l'EBCAM/CIAN (secteur privé européen), plusieurs personnalités se sont réunies à l'AfricaMuseum de Bruxelles, le 19 septembre. Huang Xia, le nouvel Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs, Etienne Giros (EBCAM/CIAN), l'Ambassadeur du Rwanda en Belgique et le Directeur général Afrique du Service extérieur de l'Union européenne ont participé à la rencontre.

Les Nations unies sont très actives dans le processus visant à consolider la paix et la sécurité dans cette région d'Afrique. Conscient du lien entre la paix et le développement, l'ONU, depuis 2016, a érigé le volet économie et investissement comme une composante à part entière de sa mission de stabilisation. C'est dans ce cadre que se tiendra la prochaine Conférence sur l'investissement et le commerce dans la région des Grands lacs (GLITC), prévue à Kigali du 18 au 20 mars 2020. La réunion de Bruxelles visait précisément à en poser les jalons. Elle a été montée conjointement par les secteurs public (ONU) et privé (EBCAM/CIAN), ce qui constitue une reconnaissance de la contribution importante du secteur privé pour asseoir une paix durable.

La région des Grands Lacs, qui compte treize pays (Angola, Burundi, RCA, Congo, RDC, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda, Soudan, Sud-Soudan, Afrique du Sud et Zambie) et une population de 400 millions d'habitants, est une des dernières frontières pour les investissements, avec des taux de rentabilité élevés dans presque tous les secteurs de l'économie. Cet énorme potentiel bénéficie de fondamentaux économiques solides et d'un marché unique en construction.

Cette rencontre a permis au secteur privé de rappeler à nouveau la nécessité d'un climat des affaires favorable, d'une intégration régionale efficace pour élargir les marchés, et d'un partenariat public-privé davantage fondé sur les projets pratiques portés par les entreprises que sur les grands programmes théoriques.



NOUS ÉTIONS PRÉSENTS À...

LOMÉ, POUR LE PREMIER FORUM ÉCONOMIQUE TOGO - UNION EUROPÉENNE

La capitale togolaise a accueilli les 13 et 14 juin dernier le premier Forum économique Togo – Union européenne. Initiés par le président Faure Gnassingbé, ces deux jours d'échanges et de discussions visaient à mobiliser le secteur privé et promouvoir l'emploi des jeunes afin de réduire la pauvreté. Des objectifs inscrits en toutes lettres dans le Plan National de Développement (PND). Lancé en mars 2019, il prévoit 4600 milliards de Francs CFA (7 milliards d'€) de dépenses, qui doivent être financées à hauteur de 65% sur fonds privés.

Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne et Commissaire pour l'emploi, la croissance, l'investissement et la compétitivité, a dit sa conviction que la politique de développement de l'Union européenne en Afrique devait « changer de paradigme pour inclure le secteur privé ». Plusieurs personnalités, à l'instar de l'essayiste Carlos Lopes, ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, ou l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote, ont participé à la table-ronde inaugurale de ce forum aux côtés

d'Etienne Giros, président délégué du CIAN et président de l'EBCAM. Notre organisation a pu à nouveau à cette occasion porter le plaidoyer du secteur privé en faveur de l'amélioration du climat des affaires comme des autres facteurs pouvant contribuer à l'attractivité africaine pour les investisseurs.



VIE DU CIAN ET DES COMMISSIONS

Petit-déjeuner à l'Ambassade du Burkina Faso

Paris, le 18 septembre

Cette rencontre a été l'occasion de faire un point sur les transformations en cours dans le pays et de passer en revue les secteurs prioritaires du Plan National de Développement Économique et Social burkinabè (PNDES) qui sont la transformation industrielle et artisanale, les infrastructures énergétiques, les infrastructures routières, ferroviaires et d'habitat...

Alain Siri, secrétaire permanent du PNDES, a présenté les axes fondamentaux des actions 2016-2020, centrées autour de la réforme des institutions, le développement du capital humain et l'économie. Aziz Amoussa, directeur de la promotion et

du marketing de l'Agence Burkinabè des Investissements (ABI) est revenu sur l'environnement des affaires burkinabè et a souligné les potentialités économiques du pays et les structures d'appui au secteur privé. Enfin, Philippe Palenfo, directeur du Partenariat Public-Privé au Burkina Faso, a présenté les cadres juridiques et institutionnels de ces PPP. Ces différentes interventions ont été suivies par une session de questions-réponses entre les entreprises du CIAN et les représentants burkinabè. La question du financement des projets sécuritaires des pays du G5 Sahel par les institutions de Bretton Woods a notamment été posée.

COMMISSION

Commission RSE

Paris, le 12 septembre

« L'enjeu des villes durables en Afrique, comment agir ? » était le thème de la réunion de rentrée de la commission RSE, animée par Pierre-Samuel Guedj, son président. Un sujet clé pour le développement du continent, alors que le taux d'urbanisation augmente de 4% par an, mais aussi pour les entreprises françaises, qui ont une expertise et des atouts à faire valoir dans ce domaine. Pour en discuter, un panel de haut niveau, qui réunissait notamment Diane Binder (Groupe Suez), membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique (CPA), Assetou Bakayoko, Mairie de Bamako, Mounia Lahlou, Groupe OCP, Soumeya Rachedi, Digital Africa, et Stéphanie Rivoal, Secrétaire générale du Sommet Afrique - France de juin 2020.

COMMISSION

Commission Santé

Paris, le 26 septembre

Les perspectives ouvertes par l'alliance de la communication et du digital pourraient permettre à l'Afrique d'atteindre plus rapidement les objectifs du développement durable (ODD) en matière de santé. La réunion de la commission santé animée par Erick Maville visait précisément à passer en revue initiatives concrètes et opportunités de financement en ces domaines, notamment celles de l'AFD. Parmi les exemples mis en avant : le «village intelligent», une solution développée par Smart Africa qui repose sur l'installation de serveurs et la mise à disposition de tablettes capables de se connecter pour suivre les dossiers médicaux, ou la plateforme Allodocteur.africa, premier site d'information et de service entièrement dédié à la santé en Afrique francophone, qui sera prochainement lancé par le groupe 17 juin Médias, producteur du magazine de la santé sur France 5.

RENCONTRE

Présentation des activités africaines de France Médias Monde

Issy-les-Moulineaux, le 20 septembre

Le CIAN, en partenariat avec le groupe France Médias Monde, a invité ses adhérents à une présentation des activités africaines de France24 et de RFI. La rencontre a permis d'exposer les problématiques des médias internationaux francophones sur le continent. La notoriété de ces médias et leurs fortes audiences démultiplient la force de frappe des informations qu'ils diffusent et donc des potentielles conséquences de ces dernières. Après la présentation des nouveautés digitales et des décrochages en langues locales, la rencontre s'est conclue par une visite guidée des locaux de France 24 et RFI. De tels échanges avec des services publics de contenu sont primordiales, et à renouveler, même si l'articulation avec les acteurs privés n'est pas toujours simple. Mieux se connaître permet d'envisager des actions communes.



AGENDA CIAN

RENDEZ-VOUS

Octobre 2019

Paris – Déjeuner-débat du CIAN avec Stéphanie Rivoal, Ambassadrice, Secrétaire générale du Sommet Afrique – France 2020, le **7 octobre**

Lyon – Sixième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, les **9 et 10 octobre**

Rabat – Rencontres Africa 2019 Maroc, les **21 et 22 octobre**

Dakar – Rencontres Africa 2019 Sénégal, les **24 et 25 octobre**

Paris – Ambition Africa 2019, événement organisé par Business France (Première conférence de place du Club Afrique de France Invest), les **30 et 31 octobre**

Novembre 2019

Paris – Commission Juridique et Fiscale du CIAN : Réformes fiscales en Afrique, le **5 novembre**

Paris – Atelier sur les projets d'électrification décentralisée, organisé par le FERDI et le CLUB-ER, les **13 et 14 novembre**

Paris – Trophées du développement international (BearingPoint, HEC Paris, La Tribune Afrique et le CIAN), le **19 novembre**

Paris – Rencontres d'Affaires Francophones, événement organisé par Mission Internationale, avec Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de l'OIF, le **28 novembre**

Paris – Commission Digital du CIAN : L'identité numérique, le **29 novembre**

Les propositions du rapport Gaymard pour relancer la présence économique française en Afrique

L'ancien ministre Hervé Gaymard a remis fin juillet à Jean-Yves Le Drian et Bruno Le Maire son rapport « Relancer la présence économique française en Afrique : l'urgence d'une ambition collective à long terme ». Ce travail de fond, pour lequel le CIAN a été interrogé, invite à « dépasser la conception classique de l'aide pour construire celle de l'investissement pour le développement ». Il dresse un constat réaliste de la présence française sur le continent, en soulignant que nos exportations avaient doublé, pour atteindre 28 milliards d'€, sur un marché ayant lui-même quadruplé, d'où une diminution de 50 % de nos parts de marché. Des chiffres qui ne sauraient à eux seuls résumer la profondeur de notre présence : les stocks d'IDE français ont été multipliés par huit entre 2000 et 2017, pour atteindre 52 milliards d'€. Il n'empêche : Hervé Gaymard plaide pour un meilleur accompagnement des PME et ETI françaises à l'export, ce qui rejoint les préconisations traditionnelles du CIAN, pour la valorisation des partenariats exemplaires franco-africains et pour un appui renforcé au secteur privé africain, à travers les instruments bilatéraux et européens. Parmi les 47 propositions de son rapport, on relèvera celle qui suggère de lancer, dans le cadre du G7, une initiative pour la transparence dans les marchés publics, analogue à l'ITIE (l'initiative pour la transparence des industries extractives), mais aussi celle qui envisage le reconditionnement de l'aide : les soutiens publics seraient conditionnés à des exigences de partenariat exemplaire, afin de lutter contre la concurrence déloyale de certains acteurs.



[Cliquer ici pour télécharger le rapport Gaymard](#)

NOMINATIONS

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

Cabinet

Samer Melki, Conseiller Afrique du Nord – Moyen-Orient

Chancellerie

Laurence Beau, Ambassadrice au Botswana

Olivier Brochenin, Ambassadeur en Guinée Équatoriale

Bertrand Cochery, Ambassadeur au Tchad

Arnaud Guillois, Ambassadeur à Djibouti

Luc Hallade, Ambassadeur au Burkina Faso

David Izzo, Ambassadeur au Mozambique

Dominique Mas, Ambassadeur aux Seychelles

Olivier Serot Almeras Latour, Ambassadeur au Cap-Vert

Marc Touyet, Ambassadeur au Soudan du Sud

La Lettre du CIAN

Président : Alexandre Vilgrain

Directrice de la publication : Sandrine Sorieul

Ont collaboré à ce numéro : Samy Ghorbal, Etienne Giros, Morgane Labbé

Pour vous abonner :

communication@cian.asso.fr

Retrouvez-nous sur le Web et sur les réseaux sociaux :

www.cian-afrique.org

@CIAN_Afrique

Le CIAN, association loi 1901, est une organisation patronale privée française rassemblant les entreprises investies en Afrique.

A travers leurs 10 000 établissements et 300 000 collaborateurs sur place, ses membres réalisent un chiffre d'affaires de 60 milliards €, soit 80% de l'activité française sur le continent.

Le CIAN est fondé à promouvoir et défendre leurs intérêts en Afrique en favorisant le partage d'expérience au sein de Commissions, en apportant conseil et appui via un réseau influent ainsi qu'en intervenant, pour eux, auprès des décideurs publics et privés, français et étrangers. Il propose ainsi des solutions pragmatiques aux difficultés liées à leurs activités.

Le CIAN les incite, dans le cadre de leurs responsabilités sociales, à œuvrer pour un développement durable de l'Afrique (adhésion à la Charte RSE du CIAN et à sa Déclaration sur la prévention de la corruption).